Texte publié en langue allemande

LA REVOLUTION CONSERVATRICE ALLEMANDE EN FRANCE

1

On sait que le syntagme « Révolution Conservatrice » n'a que rarement été une auto-désignation. La formule se retrouve occasionnellement ici et là depuis le XIX[e] siècle, notamment chez Edgar J. Jung, mais sans aucun caractère systématique. Paul de Lagarde, en 1853, utilise aussi le terme de « radikal-konservative ». Mais c'est la recherche universitaire et historiographique qui a systématisé le terme, la référence essentielle étant évidemment le grand livre d'Armin Mohler, *Die Konservative Revolution in Deutschland 1918-1932. Ein Handbuch*, dont la première édition remonte à 1950.

J'ai connu Armin Mohler dès les années 1960 – je l'ai rencontré pour la première fois, à Munich, le 6 juillet 1964 –, et nous avons entretenu des relations suivies jusqu'à sa mort, survenue en 2003.

J'ai très tôt attiré l'attention sur son manuel, dont l'importance m'était apparue essentielle, par toute une série d'articles parus dans des revues émanant de ce qu'on appelé à partir de 1979 la « Nouvelle Droite ». Parallèlement, j'ai essayé de faire mieux connaître quelques uns des principaux auteurs, déjà connus ou alors inconnus en France, dont parlait Mohler (notamment Ernst Jünger et Carl Schmitt), en même temps que d'autres auteurs proches à bien des égards de la Révolution Conservatrice mais qui n'étaient pas entrés dans son cadre d'étude (Martin Heidegger, Konrad Lorenz, Arnold Gehlen, etc.). On me permettra d'ajouter que je me reconnaissais moi-même dans l'œuvre de bien des auteurs de la Révolution Conservatrice (ce qui frappait beaucoup Armin Mohler), que j'interprétais globalement et rétrospectivement comme une alternative au national-socialisme.

La notion de Révolution Conservatrice a donc pénétré en France par l'intermédiaire du livre d'Armin Mohler, dont j'ai tout de suite ambitionné de faire paraître une traduction. Ce projet n'a pu se réaliser qu'en 1993[1]. L'édition française est une traduction intégrale – à l'exception de l'index des périodiques et de l'index des organisations – faite à partie de la 3[e] édition allemande de 1989. Elle est augmentée d'un cahier photographique (une soixantaine de portraits) ne figurant pas dans l'édition allemande, et d'un copieux appendice : Alain de Benoist, « Bibliographie française de la Révolution Conservatrice allemande » (pp. 761-818). La France, il faut le noter, est le seul pays qui a vu paraître une traduction intégrale du manuel de Mohler (il en existe une édition italienne, mais qui ne comprend pas l'énorme partie bibliographique).

Pour s'acclimater en France, la notion de « Révolution Conservatrice » s'est néanmoins heurtée à un certain nombre de difficultés, qui ne tiennent pas toutes aux préjugés idéologiques ou à l'hostilité qu'elle a pu susciter, mais relèvent plutôt de la tradition politique française. Ce sont ces difficultés que nous voudrions exposer ici.

La première d'entre elles se rapporte au mot « conservateur ». Même si le célèbre écrivain François-René de Chateaubriand fonda en 1818 une revue appelée *Le Conservateur*, qui était alors l'organe de l'opposition ultraroyaliste, le mot a très vite pris une acception si péjorative que personne ne l'a plus employé pour se qualifier. Depuis le milieu du XIX[e] siècle, aucun homme politique, aucun mouvement politique ne s'est en France déclaré « conservateur ». Pour la plupart des Français, « conservateur » est toujours plus ou moins synonyme de « réactionnaire » : le conservatisme consiste à vouloir conserver des choses déjà mortes, ou bien relève du restaurationnisme, du désir d'en revenir à (ou de faire revenir) des temps disparus. Les Français ont du mal à comprendre la phrase de Moeller van den Bruck : « Konservativ sein, ist Dinge zu schaffen, die sich zu erhalten lohnen ». Ils voient dans le conservatisme une attitude réactionnaire, portée par la nostalgie du passé et l'incapacité à juger de la réalité du moment historique présent. L'idée d'un conservatisme dynamique, d'un conservatisme estimant que seule une *révolution* peut permettre de conserver les choses qui en valent la peine, l'idée d'un conservatisme cherchant à détruire pour reconstruire en restaurant, l'idée d'un conservatisme retournant contre la modernité certaines de ses formes – toutes ces idées ne leur sont guère familières. Le mot « droite », en revanche, est d'usage courant. Ce terme, qui apparaît au moment de la Révolution française, mais n'a pas fait l'objet d'un usage systématique avant la Première Guerre mondiale, a toujours plus utilisé en France qu'en Allemagne.

Or, la Révolution Conservatrice allemande donne au mot « conservateur » un sens tout à fait différent. Elle ne renvoie pas ce terme au passé, car la vision de l'histoire à laquelle elle adhère fait fusionner passé et avenir dans un même instant présent. Dans *Der Ring*, Albrecht Erich Günther écrit : « Avec Moeller van den Bruck, nous entendons par principe conservateur, non la défense de ce qui était hier, mais une vie fondée sur ce qui a toujours de la valeur ». Mohler montre bien lui-même en quoi la Révolution Conservatrice se distingue du vieux monarchisme wilhelmien ou de l'esprit réactionnaire classique. La notion de « révolution » est, parallèlement, détachée de l'idée d'une rupture allant dans le sens du « progrès ». Elle continue en revanche à se distinguer avec netteté de la réforme ou de la simple évolution. La révolution consiste à accélérer le changement, à ne pas empêcher que s'écroule un vieil ordre appelé à s'effondrer, à réorganiser de fond en comble la situation existante.

Chez les jeunes-conservateurs, la composante révolutionnaire est certes moins affirmée que chez les nationaux-révolutionnaires. Les jeunes-conservateurs sont de toute évidence ceux dont l'apport intellectuel est le plus riche – et aussi le plus utilisable aujourd'hui –, mais il sont plus portés à composer avec le régime de Weimar. Ils se veulent plus fréquemment chrétiens. Souvent liés aux milieux dirigeants de l'économie, ils sont moins systématiquement anticapitalistes, et leur critique du libéralisme porte plus volontiers sur ses aspects philosophico-politiques que sur ses principes économiques. Lorsque Moeller van den Bruck déclare avec force : « Am Liberalismus gehen, die Völker zugrunde », il pense aux principes philosophiques de l'*Auflklärung* plus qu'au libre-échange et à l'économie de marché. Le courant national-révolutionnaire est beaucoup plus radical et plus dynamique. Adeptes du « nationalisme soldatique », certains de ses représentants vont jusqu'au nihilisme. Ils sont

aussi les plus portés à approuver certains acquis de la modernité, comme la grande ville ou la technique. Les termes de « destruction », de « retournement radical », d'« anéantissement » ne sont pas rares sous leur plume. Et leur critique du capitalisme est encore exacerbée dans la composante nationale-bolchevique, qui affiche une sympathie toute prussienne du monde russe. Mais c'est aussi parmi eux que se recruteront certains des adversaires les plus résolus du national-socialisme.

Armin Mohler n'ignore évidemment rien de tout cela. Mais il n'en soutient pas moins qu'il y a une dimension révolutionnaire chez les jeunes-conservateurs, tout comme il existe une dimension conservatrice chez les nationaux-révolutionnaires. C'est la raison pour laquelle il utilise l'expression de « Révolution Conservatrice », non comme une formule synthétique faisant allusion, d'un côté aux (jeunes-)conservateurs, de l'autre aux (nationaux-)révolutionnaires, mais comme un syntagme valant pour l'ensemble de la mouvance qu'il étudie. « In der Konservative Revolution, écrit-il, lebt ein Wille zur gewaltsamen Änderung gewisser Zustände, der die Verwendung des Wortes "revolutionär" rechtfertigt und der von der Gegenseite auch immer wieder als "revolutionär" bezeichnet wird ».

Rares sont ceux qui, comme Gilbert Merlio, spécialiste d'Oswald Spengler, ont su faire apparaître la tension entre modernité et antimodernité révélée par la formule « Révolution Conservatrice », qui se manifeste, chez certains auteurs, d'un côté par une approbation de certaines formes modernes, à commencer par la technique, et de l'autre par un rejet complet du projet individualiste bourgeois et libéral issu de l'*Aufklärung*.

La droite française et la droite allemande n'ont pas eu non plus la même histoire politique, ce qui explique que les références essentielles ne sont pas les mêmes de l'un et l'autre côté du Rhin. La France et l'Allemagne, enfin, n'occupent pas la même position géographique et géopolitique au sein de l'Europe occidentale (seule l'Allemagne est le « pays du milieu »). L'histoire allemande est essentiellement marquée par son passé impérial (le Saint-Empire romain-germanique), tandis que l'histoire de la France est celle d'un Etat-nation. En Allemagne, le peuple a créé la nation, qui a créé l'Etat. En France, c'est l'Etat qui a créé la nation, qui a fini par créer le peuple. C'est pourquoi, en France, nation et Etat, nationalité et citoyenneté, sont indissociables. En Allemagne, comme l'a remarqué Mohler, le mot « nation » évoque plutôt une « atmosphère spirituelle ou des structures étatiques telles que le *Reich* ou l'*imperium*, qui tous deux débordent largement les frontières de l'Etat national ». Il en résulte des différences de mentalité qui ont abouti à des différences idéologiques considérables[2].

Mohler dit que l'« âge d'or » des Völkischen correspond à l'antiquité germanique, tandis que la référence principale des jeunes-conservateurs est le Reich médiéval, et celle des nationaux-révolutionnaires la nation allemande mise en mouvement par l'esprit prussien. Ces références font défaut à la droite française, ou plutôt n'ont pas d'exact équivalents. Les vieux Gaulois jouent un rôle dans l'imaginaire français (cf. le mythe de Vercingétorix, qu'on a parfois comparé à celui d'Arminius), mais les Francs, qui se sont imposés aux Gallo-Romains, en jouent un également (la référence aux Indo-Européens étant nettement plus tardive). Le Moyen Age est admiré, mais les contre-révolutionnaires et les monarchistes se réfèrent l'Ancien Régime en général plutôt qu'à l'ère féodale. Chez les « bonapartistes », la référence à la Révolution de 1789 n'équivaut pas vraiment à la référence prussienne, compte-compte de l'arrière-plan représenté par la philosophie des Lumières. La référence à la Prusse – qu'il s'agisse du « socialisme prussien » d'un Spengler, du « protestantisme prussien » d'un

Niekisch ou de l'« anarchisme prussien » d'un Jünger – est elle-même étrangère à la France. Il en va de même de la problématique des « peuples jeunes » telle qu'elle s'exprime chez Moeller van den Bruck, du « nordisme » cher aux Völkischen, de la réaction anti-occidentale et pro-russe, etc. La notion même de *Weltanschauung*, centrale chez les auteurs de la Révolution Conservatrice, n'a jamais été véritablement acclimatée à l'esprit français, plus habitué à évoluer entre la *théorie politique* et la *philosophie*.

Si la Révolution Conservatrice est en grande partie sortie – au moins pour ses deux composantes principales, les jeunes-conservateurs et les nationaux-révolutionnaires (le courant völkisch, qui remonte, lui, au XIXe siècle, étant déjà florissant à l'époque wilhelmienne) – de l'expérience des tranchées de la Première Guerre mondiale, c'est évidemment d'abord parce que l'Allemagne a perdu cette guerre. L'esprit du front devant être conservé et réinsufflé dans la société civile, l'objectif d'un Franz Schauwecker, pour ne citer que lui, est de gagner dans la paix ce qui n'a pu l'être dans la guerre – et aussi de transformer le choc de la défaite en une épreuve salutaire pouvant déboucher sur un changement de régime politique. Bien entendu, l'expérience de la Première Guerre mondiale a aussi eu une grande influence en France, comme le montrent l'activité des ligues et des mouvements d'anciens combattants dans les années 1920 et 1930, à commencer par les Croix de Feu du colonel de La Rocque, mais il ne s'agissait pas de venger une défaite, mais plutôt de ne pas se laisser déposséder d'une victoire.

A cela s'ajoutent des problèmes de vocabulaire. Si le nom des jeunes-conservateurs et des nationaux-révolutionnaires ne pose pas de problème particulier, il n'en va pas de même avec les Bündischen et les Völkischen. Ici, nous touchons à des familles qui n'ont pratiquement pas d'équivalents en dehors de l'Allemagne. Le mot « völkisch » est, comme l'on sait, tellement propre à l'Allemagne qu'il est à peu près intraduisible en français (il en va de même de *Volkstum*). Les traductions que l'on a proposées sont toutes incorrectes – « raciste » est trop fort, « populiste » est trop faible – et aucune ne parvient à évoquer autrement que par des périphrases ce mélange si particulier de mysticisme biologisant, de références aux origines (*Ursprünge*), de tendance à l'ésotérisme et à l'occulte, de naturisme, d'attitude piétiste, de théosophisme, de néopaganisme ou de « christianisme germanique ». Le mot « bündisch » n'est pas facile à traduire non plus. Le mot « ligueur » n'est pas inexact, mais reste bien insuffisant pour décrire tout ce que le mot recouvre dans la langue allemande.

Les contacts directs entre les droites françaises et les auteurs de la Révolution Conservatrice ont par ailleurs été rares. Nationalistes, les représentants de la Révolution Conservatrice allemande ne se sont en général guère intéressés à ce qui se passait en dehors des frontières de l'Allemagne – même si cette tendance est moins marquée chez les jeunes-conservateurs. Rares d'ailleurs sont les revues de la Révolution Conservatrice qui se sont ouvertes à des collaborateurs étrangers – l'une des exceptions étant sans doute l'*Europäische Revue* du prince Karl Anton Rohan.

La situation était un peu différente dans la seconde moitié du XIXe siècle, époque où les relations intellectuelles franco-allemandes étaient encore florissantes. Ernest Renan, pour ne citer que lui, restera durant toute sa vie sous l'influence de l'Allemagne, dont la découverte dans sa jeunesse fut une révélation (« Je suis allé en Allemagne, j'ai cru entrer dans un temple ! »).

A cette époque, l'essor du mouvement wagnérien et les controverses autour des grands opéras de Richard Wagner conduisirent de nombreux Français à faire le « pèlerinage de

Bayreuth ». Des contacts suivis furent alors noués avec l'entourage de Wagner, notamment le baron Hans von Wolzogen, ainsi qu'avec Houston Stewart Chamberlain et plusieurs rédacteurs de la revue *Deutschlands Erneuerung*. Le romancier et poète Edouard Dujardin (1861-1949), qui fonda en 1885 la *Revue wagnérienne*, fut un élément particulièrement actif de ce mouvement. On lui aussi des *Rencontres avec Houston Stewart Chamberlain* publiées en 1943. Le nom d'Edouard Schuré (1841-1929), écrivain, philosophe et musicologue alsacien, mondialement connu pour son essai sur *Les grands initiés* (1889), est aussi à citer. Le 10 juin 1865, Schuré assista à la première représentation de *Tristan et Isolde* à l'Opéra de Munich, et fit personnellement la connaissance de Wagner. Quatre ans plus tard, l'article sur Wagner qu'il publia dans la *Revue des deux-mondes* est encore considéré aujourd'hui comme l'un des événements fondateurs du wagnérisme français. On lui doit une belle *Histoire du Lied* (1868), ainsi qu'une *Histoire du drame musical* (1875), qui reçut l'approbation chaleureuse de Wagner, ainsi que des *Souvenirs sur Richard Wagner* parus en 1900.

On ne doit pas oublier non plus que c'est à cette époque que Ludwig Schemann consacre en Allemagne toute une série d'ouvrages à la vie et à l'œuvre du comte Arthur de Gobineau (on sait qu'il y eut en Allemagne une Gobineau-Vereinigung), tandis que Georges Vacher de Lapouge entretient des relations assez étroites avec Otto Ammon. Par la suite, Vacher de Lapouge devait également entrer en relations avec Hans F.K. Günther en 1927, collaborer à la revue völkisch *Die Sonne*, entretenir à partir de 1934 une correspondance suivie avec Ludwig Schemann, et il fut aussi en relations avec le Nordischer Ring de Paul Schultze-Naumburg. Ce qui ne l'empêchait d'ailleurs pas d'être surtout un admirateur des Anglo-Saxons, à l'instar d'Alexis de Tocqueville ou de Gustave Le Bon.

C'est aussi à Paris, au tout début du XXe siècle, que le jeune Arthur Moeller van den Bruck se découvrit nationaliste allemand, mais, s'il y fréquenta assidûment le milieu des beaux-arts (il publia en 1905 un essai, d'ailleurs très critique, sur le théâtre français), il ne semble pas avoir noué beaucoup de relations personnelles avec des auteurs français.

Tous ces contacts s'effritent après (et à cause de) la Première Guerre mondiale. Une grande partie de la droite française devient alors germanophobe, tandis qu'en Allemagne la critique du libéralisme et du rationalisme occidental implique souvent, sinon une orientation radicale vers l'Est (*Ostorientierung*), du moins une critique conjointe de l'esprit français et de l'esprit anglais : une grande partie de l'activité de la « Deutsche Bewegung » consiste en une lutte acharnée contre les idées de la Révolution française et, plus largement, du libéralisme et du rationalisme occidental. Les Völkischen, de leur côté, manifestaient généralement une profonde allergie envers le monde latin (« Los von Rom! ») et réservaient plutôt leurs sympathies au monde nordique.

Dans les années 1920 et 1930, très peu d'auteurs de la Révolution Conservatrice eurent donc des contacts avec la France. Jünger fait évidemment ici figure de grande exception. Carl Schmitt lisait régulièrement *L'Action française*, mais il n'a jamais eu de contacts avec le milieu maurrassien (contrairement à ce que croyait Leo Strauss, qui lui demanda en 1932 de s'entremettre auprès de Maurras qu'il souhaitait rencontrer à Paris). Il fut en revanche en relation avec ses premiers traducteurs, Pierre Linn, qui appartenait au cercle de Jacques Maritain, et William Gueydan de Roussel, qui devait mourir en exil en Argentine après la guerre. On sait en outre qu'il fut lu très attentivement par le juriste René Capitant, qui fut l'un des pères de la Constitution de la Ve République.

Un événement non négligeable furent les activités organisées, principalement à l'initiative

d'Otto Abetz (1903-1958), dans le cadre des rencontres du Sohlberg. Ancien du Wandervogel, considéré au début des années 1930 comme un pacifiste et un ardent francophile, (il épousera en 1932 une Française, Suzanne de Bruyker, secrétaire du journaliste Jean Luchaire, animateur du cercle Notre Temps), Abetz s'était rendu à Paris en 1930, accompagné de son ami le romaniste Friedrich Bentmann, dans l'intention de favoriser le rapprochement franco-allemand. Au cours de son séjour, il rencontra plusieurs personnalités françaises, notamment des anciens combattants et des représentants des mouvements de jeunesse. A l'été de 1930, il parvint ensuite à réunir au Sohlberg, dans la Forêt-Noire, une centaine de participants, dont deux tiers de Français. Il décida alors d'institutionnaliser ces rencontres en créant le Sohlbergkreis qui, en 1934, devait céder la place au Comité France-Allemagne, organisation à laquelle participèrent Pierre Drieu La Rochelle, Jean Luchaire et Jacques Benoist-Méchin, et dont l'organe, publié jusqu'en 1939, fut les *Cahiers franco-allemands*. Après s'être rapproché de Joachim von Ribbentrop, Otto Abetz fut nommé en novembre 1940 ambassadeur d'Allemagne à Paris.

Le groupe de L'Ordre nouveau, dont on reparlera plus loin, participa en 1930 à la première rencontre de la jeunesse franco-allemande au Sohlberg, qu'il tenta d'orienter dans un sens révolutionnaire. Par la suite, L'Ordre nouveau eut des contacts suivis avec la mouvance nationale-bolchevique regroupée en Allemagne autour du journal *Der Gegner*, ainsi qu'avec Harro Schulze-Boysen, et aussi avec le Bündisch Fred Schmid, fondateur du Graue Korps, dissidence de la Deutsche Freischar. Schulze-Boysen fut en Allemagne l'un des correspondants de *L'Ordre nouveau* d'Alexandre Marc et de la revue *Plans* de Philippe Lamour. Aux yeux d'Alexandre Marc, Schulze-Boysen incarnait le meilleur espoir de réaliser un Front unique de la jeunesse révolutionnaire en Europe. Marc semble avoir eu aussi des contacts avec Otto Strasser et avec le groupe de la revue *Die Tat*[3].

Dans le même ordre d'idées, on peut aussi citer les liens entretenus par l'historien Jacques Benoist-Méchin avec quelques membres du Cercle de Stefan George, ainsi qu'avec Fritz von Unruh (dont il traduisit en français deux ouvrages). Auteur d'une vaste fresque sur l'histoire de l'armée allemande, Benoist-Méchin a aussi traduit des œuvres d'Ernst Curtius et de Kasimir Edschmid.

Le bilan de ces contacts reste donc dans l'ensemble assez maigre. La droite française s'est développée indépendamment de la Révolution Conservatrice allemande et n'a que très rarement pu acquérir une réelle connaissance de ses idées, non seulement pour des raisons linguistiques (il y a toujours eu assez peu de germanophones en France), mais aussi du fait d'un manque de références communes, dont nous avons tenté d'expliquer les causes. C'est pourquoi elle a toujours eu du mal à appréhender positivement la notion de « conservatisme », l'expression « Révolution Conservatrice » conservant bien souvent à ses yeux toutes les allures d'un oxymore.

2

Une grande question, que l'on a souvent posée, est de savoir si la Révolution Conservatrice est un mouvement spécifiquement allemand ou si l'on peut trouver dans les autres pays européens l'équivalent des grandes « familles » qui la composent. Armin Mohler n'hésitait pas à répondre par l'affirmative à cette question. Dans la préface à la première édition de son manuel, il écrivait déjà : « Bien que nous traitions uniquement la part prise par l'Allemagne [dans la Révolution Conservatrice], nous la retrouvons dans la plupart des autres pays, en

Europe et même hors d'Europe ». C'est un point sur lequel il n'a jamais transigé.

Mohler connaissait par ailleurs bien la France. Il y avait vécu de 1953 à 1961, comme correspondant de plusieurs journaux suisses, allemands et autrichiens. Il y accueillit Ernst Jünger et Carl Schmitt, qu'il conduisit sur la tombe de Léon Bloy, y rencontra Louis-Ferdinand Céline et se lia étroitement avec l'historien Michel Mourre. Il y assista également au naufrage de la IV[e] République et à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, pour qui il eut toujours une grande admiration. Dans la préface à l'édition française de son livre, il décrit comment il découvrit « une France – ou des Frances – à contre-courant » à travers une « constellation » formée de « trois astres » : Charles Maurras, Maurice Barrès et Georges Sorel. « Maurras, écrit-il, représentait la dernière tentative de réunir, sous le signe d'un classicisme, l'Ancien Régime et l'ère moderne. Barrès était déjà l'*homo politicus* moderne, et tout le fascisme était déjà préformé en lui (la figure de Drieu, qui me captivait également, me semblait n'être qu'une ramification de ce grand massif). Enfin, chez Georges Sorel, les vieux concepts de droite et de gauche n'étaient plus utilisables : il voyait les imbrications réciproques des principes révolutionnaires et conservateurs avec autant d'acuité que les autres interprètes du tournant de l'histoire, Nietzsche et Dostoïevski, et derrière eux, Pareto, Veblen, Spengler ».

Pourtant, à qui y regarde de près, la Révolution Conservatrice présente bien des traits caractéristiques très profondément et très spécifiquement allemands. Ces éléments proprement allemands l'emportent-ils sur les autres, en sorte qu'il serait impossible d'extrapoler les catégories mohlériennes à des pays autres que l'Allemagne (exception faite peut-être de la Flandre et des Pays-Bas) ? Il est difficile de donner une réponse définitive. Mon sentiment personnel est qu'on peut très bien faire des rapprochements entre les auteurs de la Révolution française et certains auteurs étrangers, qu'on peut établir des correspondances, voire des filiations, mais que de tels rapprochement ne pourront jamais être que partiels, sinon approximatifs. Toute comparaison doit donc être entreprise avec prudence, en sachant qu'on ne pourra éviter ni les équivoques ni les approximations.

Si l'on avait l'idée d'appliquer aux grands courants de la Révolution Conservatrice allemande une interprétation en termes « duméziliens » – nous faisons ici allusion aux écrits de Georges Dumézil sur l'« idéologie tripartite » des Indo-Européens –, on s'apercevrait très vite que les Völkischen correspondent à la première fonction, celle qui a trait au peuple et à ses diverses manifestations, que les nationaux-révolutionnaires incarnent parfaitement la deuxième fonction, qui est la fonction guerrière, tandis que les jeunes-conservateurs correspondent assez bien à la première fonction, celle de la souveraineté politique et juridique. Mais ce n'est là, bien entendu, qu'un exercice de style (non dépourvu d'enseignements toutefois).

Concernant plus proprement la France, il est plus intéressant de comparer la typologie de la Révolution Conservatrice telle qu'on la trouve chez Mohler avec la célèbre classification des droites françaises proposées par René Rémond.

René Rémond (1918-2007), politologue d'orientation démocrate-chrétienne, fut professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, président de l'Université de Nanterre, puis président de la Fondation nationale des sciences politiques. Il fut élu en 1998 membre de l'Académie française en remplacement de l'historien François Furet. C'est en 1954 qu'il publia son plus célèbre ouvrage, *La droite en France de 1815 à nos jours* (Aubier-Montaigne, Paris), ouvrage réédité en 1982 (4[e] et dernière édition) sous le titre *Les droites en France*. Ce livre est

rapidement devenu un classique. Rémond y distinguait trois grands courants politiques distincts : la droite « orléaniste » ou libérale, la droite « bonapartiste », autoritaire ou plébiscitaire (« césarienne »), et la droite « légitimiste » ou réactionnaire, qui ne fut guère au pouvoir qu'entre 1815 et 1830. Il précisait au passage que ces familles ne représentent pas des catégories étanches (sur certains points, par exemple, les royalistes maurrassiens ont pu rejoindre les « bonapartistes », mais aussi les libéraux), mais il affirmait la pertinence de cette classification jusqu'à nos jours.

Jean-François Sirinelli, ancien élève de Rémond, a publié en 1992, en collaboration avec Jean Touchard, une grande *Histoire des droites en France* (Gallimard, Paris), en trois volumes, qui se situe plus ou moins dans la même perspective. Mais une grande partie de l'historiographie française s'est aussi employée, soit à affiner, soit au contraire à remettre en cause cette typologie[4]. On a contesté, par exemple, que le régime de Vichy ait été d'inspiration « légitimiste », les contre-révolutionnaires n'y ayant détenu qu'une fraction du pouvoir, qu'ils durent rapidement partager avec les technocrates. A ce débat s'en est ajouté un autre, récurrent, concernant la nature et l'existence même du fascisme français. Une constante polémique oppose sur cette question des historiens comme René Rémond ou Pierre Milza, qui relativisent la portée en France du fascisme et soulignent la singularité et le caractère plus dictatorial et réactionnaire qu'idéologique et révolutionnaire du régime de Vichy, à d'autres chercheurs, comme Zeev Sternhell ou Robert Soucy, qui voient dans le nationalisme français de la fin du XIX[e] siècle l'une des sources essentielles du fascisme européen. L'historiographie des droites françaises ne témoigne en fait d'aucune unanimité. Il n'y a pas de consensus sur certains points, ni sur la typologie proposée par Rémond, ni sur la réalité d'un véritable fascisme français.

Mais reprenons la classification de Rémond. Il n'y a pas lieu d'épiloguer sur la « droite orléaniste », c'est-à-dire sur les libéraux, que Mohler a d'emblée exclu, non sans raison, de son champ d'études. La droite « légitimiste » se rapporte à l'école contre-révolutionnaire, héritière de l'ancien « ultracisme », ainsi qu'aux monarchistes. Elle ne soulève guère de problèmes particuliers. Il n'en va pas de même de la droite « bonapartiste », catégorie qui a elle aussi suscité bien des critiques. René Rémond en fait en effet une sorte de fourre-tout, puisque c'est dans cette catégorie qu'il range aussi bien le bonapartisme du XIX[e] siècle que le boulangisme, les fascismes français, mais également le gaullisme.

La grande différence entre les « légitimistes » et les « bonapartistes » est que les seconds (à l'instar des libéraux, mais dans une toute autre perspective) ne remettent pas directement en cause l'héritage de la Révolution française, que les premiers rejettent au contraire absolument. Légitimistes et bonapartistes se réfèrent les uns comme les autres à la nation, mais les premiers en voient l'incarnation privilégiée dans l'Ancien Régime et dans la monarchie. Les seconds sont plus portés à admettre que c'est avec la Révolution française que le concept de « nation » acquiert véritablement sa portée *politique*. Ils tendent à mépriser les hiérarchies naturelles (et aussi les corps intermédiaires, car ils sont volontiers jacobins) et donnent au *peuple* une importance que les légitimistes ne lui donnent pas, ce qui explique leur « populisme », leur souci de s'acquérir le soutien des masses populaires ou l'importance qu'ils attribuent aux consultations référendaires et plébiscitaires qui permettent de vérifier l'accord entre gouvernants et gouvernés. Les bonapartistes, en d'autres termes, s'acccommodent mieux que les légitimistes de la démocratie, mais dénoncent en revanche fréquemment la démocratie parlementaire, purement représentative, ainsi que le jeu des partis, et en tiennent plutôt pour une démocratie directe ou plus participative. « Redonner la parole au peuple » est un slogan bonapartiste, non un slogan légitimiste. Les bonapartistes, par

ailleurs, sont très attachés à la souveraineté politique et à la thématique de l'« Etat fort ». Ce qui éloigne les légitimistes des pratiques démocratiques, c'est avant tout l'idée que la démocratie consacre la loi du nombre, qu'ils rejettent à la fois par élitisme et par esprit réactionnaire (l'irruption des masses en politique leur apparaît comme un trait caractéristique de la modernité). Les légitimistes, enfin, sont plus profondément catholiques ; ils en tiennent pour l'alliance « du trône et de l'autel », tandis que les bonapartistes tendent plutôt à penser que les croyances religieuses doivent rester confinées dans le domaine privé, et ne pas influer sur la vie politique.

Il est tentant de rapprocher les jeunes-conservateurs de la droite « légitimiste » et les nationaux-révolutionnaires de la droite « bonapartiste ». Cette comparaison n'est pas fausse mais, disons-le tout de suite, trouve assez vite ses limites. Les jeunes-conservateurs, dont l'éventail couvre un spectre beaucoup plus large de celui des contre-révolutionnaires français, ne peuvent en effet, pour les raisons que nous avons indiquées, être assimilés sans plus à une droite « réactionnaire ». Les nationaux-révolutionnaires, de leur côté, manifestent des caractères spécifiques que l'on ne retrouve pas chez les « bonapartistes ».

Si l'on veut maintenant comparer auteurs français et auteurs allemands, il faut d'abord laisser de côté deux des groupes étudiés par Armin Mohler, la Landvolkbewegung et les Bündischen, qui correspondent moins à des mouvances idéologiques au plein sens du terme qu'à des cristallisations historiques particulières sans équivalents dans l'histoire politique française.

La Landvolkbewegung, née de la révolte paysanne au Schleswig-Holstein (1928-1930), a néanmoins fait l'objet, en 1986, d'une étude exhaustive de Michelle Le Bars. Pour trouver un élément de comparaison en France, on ne peut guère citer que le mouvement de Henri Dorgères (1897-1965), dont les Comités de défense paysanne, dits aussi mouvement des « chemises vertes », fondés en 1934, se réclamaient d'une troisième voie « ni fasciste ni communiste » et réunirent jusqu'à 420 000 adhérents à la fin des années 1930. Auteur de *Haut les fourches !* (1935), Dorgères fut nommé sous le régime de Vichy responsable à la propagande de la Corporation paysanne ; il fut condamné à dix ans d'indignité nationale à la Libération, avant d'être amnistié dès 1946 pour services rendus à la Résistance.

Les Bündischen se distinguent des phases antérieures du Mouvement de jeunesse, qu'il s'agisse du Wandervogel (à partir des années 1890) ou de l'époque de la Freideutsche Jugend (de 1913 à 1921). Ce qui caractérise avant tout leurs ligues, c'est un *style*, reflet d'un certain sentiment de la vie, fondé sur le refus des hiérarchies, l'esprit communautaire, l'exaltation des instincts, la révolte garçonnière contre l'ordre bourgeois, le chant et la randonnée. Les Bündischen constituent un univers très différent de celui du scoutisme traditionnel. Ils n'ont pas d'équivalents en France, sinon à l'époque contemporaine de très petits mouvements de jeunesse s'inspirant de l'exemple allemand (tels les « Oiseaux migrateurs », en Normandie).

Les Völkischen, on l'a vu, font totalement défaut dans la typologie proposée par René Rémond, ce qui ne saurait surprendre tant cette famille renvoie à un paysage politique spécifiquement germanique. Pourrait-on néanmoins attribuer cette étiquette à quelques auteurs français ? Pour répondre positivement à cette question, il faudrait sans doute aller chercher du côté de certains théoriciens régionalistes ou autonomistes qui, hostiles à la centralisation jacobine française, se réfèrent volontiers aux « origines » ethnoculturelles de leur province ou de leur région. On peut citer les noms d'Olier Mordrel en Bretagne (qui fut dans les années 1930 l'animateur de la revue *Stur*), de Johannès Thomasset, fondateur de la

revue *La Bourgogne d'or* et auteur des *Pages bourguignonnes* (1938) en Bourgogne, de l'abbé Gantois, fondateur en 1926 de l'Union flamande de France, etc. Avec beaucoup d'efforts, on pourrait aussi rattacher à cette famille, d'une part quelques groupuscules néopaïens très marginaux (essentiellement celtisants), de l'autre des « écrivains du terroir » dont les ouvrages disent l'admiration qu'ils portent aux « racines » : parmi ces auteurs « volkhafte », on pourrait citer Frédéric Mistral, Henri Pourrat, Jean de La Varende, l'écrivain pacifiste Jean Giono, fondateur de la communauté du Contadour, Alphonse de Châteaubriant, l'auteur de *La Brière* (1923), plus récemment Henri Vincenot, etc.

On retrouvera après 1945 des traces de cette forme de pensée « völkisch » chez des auteurs comme Jean Mabire, écrivain normand à qui l'on doit notamment un livre sur Drieu La Rochelle, ou Saint-Loup (Marc Augier), le défenseur des « patries charnelles », qui fut dans sa jeunesse chargé de mission auprès de Léo Lagrange, sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Front populaire en 1936.

Peut-être pourrait-on encore placer parmi les Völkischen un auteur comme René Guénon, dont l'influence dans les années 1930 fut considérable (notamment sur des auteurs aussi divers que René Daumal, André Breton, Antonin Artaud, Mircea Eliade ou Raymond Queneau) et qui entretint longtemps d'étroites relations avec Julius Evola. Esotériste et occultiste, adversaire farouche de la modernité (*La crise du monde moderne*, 1927), représentant français du « traditionalisme intégral », Guénon mourut au Caire en 1951, converti à l'islam. On pourrait aussi y adjoindre des personnes isolées, tel le docteur Antonin Morlet, archéologue amateur, qui fut le propagandiste inlassable des signes d'écriture « préhistorique » retrouvés à Glozel, Paul Le Cour, polygraphe ésotériste, fondateur en 1927 de la revue *Atlantis*, voire encore Raymond Duncan, poète d'origine américaine, frère de la célèbre danseuse Isadora Duncan, qui créa en 1911 à Paris une « Académie » de danse libre à la façon de Rudolf Laban, ainsi que des ateliers de poésie et d'artisanat inspirés de l'antiquité grecque.

Peut-être est-ce aussi parmi les Völkischen que l'on pourrait ranger certains héritiers des thèses du comte normand Henri de Boulainvilliers (1658-1722), ardent défenseur du système féodal – il voyait dans le système médiéval une république fédérative et aristocratique plutôt que monarchique – dans la mesure où il insistait aussi, dans une optique très anti-centraliste, sur l'importance de l'héritage de la « race supérieure franque » dans l'histoire politique de la France, ainsi que les théoriciens du racisme français, à commencer par le très romantique Arthur de Gobineau, mais aussi l'anthroposociologue et darwiniste social Georges Vacher de Lapouge,

Il est néanmoins important de souligner que le racisme français a toujours été plus marqué « à gauche » que le racisme allemand. Georges Vacher de Lapouge en est un exemple typique. Souvent comparé à Otto Ammon, que Mohler place parmi les Völkischen, cet anthroposociologue très positiviste, auteur des *Sélections sociales* (1896) et de *L'Aryen, son rôle social* (1899), fut l'un des fondateurs du Parti ouvrier française de Jules Guesde, se présenta aux élections à Montpellier sous l'étiquette « socialiste révolutionnaire », en même temps qu'il se faisait le défenseur d'un socialisme « sélectionniste et aryaniste ». Le médecin d'origine suisse George Montandon, connu pour ses travaux sur les races et pour son antisémitisme, fut dans les années 1920 membre du parti communiste et écrivit dans la revue *Clarté*, dirigée par Henri Barbusse. René Binet, auteur d'une *Théorie du racisme* parue en 1950, est un ancien trotskyste engagé par la suite dans la division SS Charlemagne. Il fut en 1936 membre du comité central du Parti communiste internationaliste (PCI), dont il animait

une revue locale, *Le Prolétaire du Havre*.

La tâche est plus facile si l'on se tourne maintenant vers les auteurs que l'on pourrait considérer comme des « jeunes-conservateurs » français. Il faut évidemment placer parmi eux le courant proprement légitimiste et contre-révolutionnaire (Louis de Bonald, Joseph de Maistre, Louis Veuillot, Blanc de Saint-Bonnet), avec comme grands ancêtres l'abbé Baruel, Antoine de Rivarol et Augustin Cochin, mais aussi un sociologue comme Frédéric Le Play, des historiens comme Fustel de Coulanges et Hippolyte Taine, des romanciers comme Paul Bourget. Entrent aussi dans cette famille Charles Maurras et les principaux représentants du royalisme d'Action française, mouvement fondé en 1899 (Henri Vaugeois, Maurice Pujo, Jules Lemaître, Maxime Real del Sarte, Léon Daudet, Louis Dimier, Firmin Baconnier, Henri Massis, Jacques Bainville, Marie de Roux, Xavier Vallat, etc.). Il en va de même des théoriciens de la droite catholique comme Gustave Thibon, Marcel de Corte, Alexis Curvers ou Louis Salleron.

En l'élargissant un peu, on pourrait encore rattacher à ce courant Alexis de Tocqueville (*De la démocratie en Amérique*, *L'Ancien Régime et la Révolution*), qui était un conservateur plus encore qu'un libéral, ainsi que des écrivains comme Chateaubriand, Balzac, Flaubert, Barbey d'Aurevilly, et des poètes comme Alfred de Vigny et Leconte de Lisle. Dans les années 1930, un historien comme Pierre Gaxotte se range sans nul doute du côté des jeunes-conservateurs, tout comme les écrivains Henry de Montherlant, René Benjamin, Abel Bonnard, Paul Morand, qui fut nommé pendant la guerre ambassadeur en Roumanie, Jacques Chardonne, Marcel Jouhandeau, voire Henri Béraud ou Saint-Exupéry, l'immortel auteur du *Petit prince*.

Le grand Maurice Barrès assure en quelque sorte la transition entre jeunes-conservateurs et nationaux-révolutionnaires. D'abord adepte du « culte du moi », le jeune Barrès s'affirme socialiste et fédéraliste, notamment à l'époque où il écrit dans *La Cocarde* et se présente aux élections à Nancy sous l'étiquette « socialiste nationale », tandis que le Barrès de la maturité, chantre de l'Alsace-Lorraine, se range incontestablement parmi les conservateurs. Il est d'ailleurs placé par Mohler, qui n'a pas hésité à comparer sa personnalité à celle de Jünger, parmi les « parrains étrangers » de la Révolution Conservatrice, Zeev Sternhell, de son côté, faisant de lui un précurseur du fascisme au même titre que Sorel.

Parmi les nationaux-révolutionnaires, au sens large, il faut d'abord placer les socialistes français qui ont eu une descendance « de droite », tels l'anarchiste et fédéraliste Pierre-Joseph Proudhon, Hubert Lagardelle, directeur de la *Revue socialiste*, et surtout le syndicaliste révolutionnaire Georges Sorel, dont les *Réflexions sur la violence* (1908) eurent un immense retentissement, ainsi que ses plus fidèles disciples, au premier rang desquels figure Edouard Berth. On peut y ajouter le syndicaliste Pierre Biétry (1872-1918), le leader du mouvement « jaune », qui fonda en 1902 la Fédération nationale des Jaunes de France, puis en 1903 un Parti socialiste national. Dans cette famille, on peut encore citer, outre les anciens Communards devenus antidreyfusards, un homme comme l'antisémite Edouard Drumont, auteur de *La France juive* (1886), qui manifeste aussi certains traits völkisch. Mais c'est aussi à cette famille que se rattache l'étonnant Georges Valois, fondateur en 1925 du premier parti fasciste de France (le Faisceau), qui commença sa carrière comme anarchiste, milita longtemps à l'Action française, anima le Cercle Proudhon (où se retrouvaient de jeunes royalistes et des militants syndicalistes révolutionnaires), se convertit à l'antifascisme dès la fin des années 1920, défendit la « République syndicale des producteurs » et la doctrine distributiste dans les années 1930, rejoignit la Résistance sous l'Occupation, fut arrêté par la

Gestapo et mourut en février 1945 au camp de concentration de Bergen-Belsen.

Les fascistes français les plus connus, tels Marcel Déat, socialiste rallié à la Collaboration sans jamais cesser d'être un admirateur de la Révolution française, l'ancien communiste Jacques Doriot, fondateur en 1936 du Parti populaire français (PPF), Lucien Rebatet, auteur des *Décombres* (1942), ou encore Pierre-Antoine Cousteau, journaliste à *Je suis partout*, sont à placer dans le camp national-révolutionnaire. Pierre Drieu La Rochelle est de toute évidence un national-révolutionnaire. Le romancier Robert Brasillach, admirateur du « fascisme immense et rouge », reste plutôt un jeune-conservateur par ses affinités profondes.

Enfin, parmi les nationaux-révolutionnaires, on pourrait encore citer le cas si particulier de Raymond Abellio (Georges Soulès), qui fut d'abord marxiste, milita en 1937-1938 dans la fraction de gauche du parti socialiste, rejoignit sous l'Occupation le Mouvement social révolutionnaire (MSR) d'Eugène Deloncle, avant de se tourner après la guerre vers l'ésotérisme, produisant aussi une œuvre romanesque d'inspiration métaphysique de haut niveau.

Mais le courant le plus intéressant – et qui est aussi celui qui a le plus remis en question le clivage droite-gauche – est très probablement constitué par cette vaste galaxie à laquelle on a donné le nom de « non-conformistes des années 1930 ». Cette constellation peut se subdiviser en trois tendances principales. La première est la « Jeune Droite », qui rassemble surtout des dissidents de l'Action française et qu'on peut situer dans une orientation jeune-conservatrice, avec des auteurs comme Thierry Maulnier (*Au-delà du nationalisme*), qui fut aussi le préfacier de l'édition française du *Troisième Reich* de Moeller van den Bruck, Jean-Pierre Maxence, longtemps proche du néothomisme de Jacques Maritain, ou Jean de Fabrègues (et des journaux comme *Combat* ou *L'Insurgé*). La seconde tendance correspond à la revue *L'Ordre nouveau*, animée à partir de 1930 par Alexandre Marc, Arnaud Dandieu et Robert Aron, d'orientation plus fédéraliste et proudhonienne. La troisième se cristallise autour de la revue *Esprit* d'Emmanuel Mounier, orientée plus « à gauche », d'inspiration surtout personnaliste et « communautarienne ». Mais c'est surtout *L'Ordre nouveau* qui évoque de près la Révolution Conservatrice allemande, en raison de ses liens, déjà signalés, avec Harro Schulze-Boysen.

Les « non-conformistes des années 1930 » étaient hostiles à la fois au capitalisme, au parlementarisme, au communisme et au national-socialisme. Les influences les plus sensibles chez eux sont celles de Proudhon et de Sorel d'une part, de Charles Péguy de l'autre. C'est aussi à cette mouvance que l'on peut rattacher des auteurs réputés « inclassables » comme Daniel Halévy, Alfred Fabre-Luce[5], Pierre Dominique, Bertrand de Jouvenel, François Perroux, Daniel-Rops, Lucien Combelle, Pierre Andreu, Philippe Lamour, Denis de Rougemont, etc.

Cette rapide classification laisse subsister des zones d'ombre. Où faut-il par exemple classer Auguste Comte, fondateur du positivisme et grand adepte de la philosophie du progrès, dont l'influence sur Maurras n'en fut pas moins très forte ? Qu'en est-il du philologue et historien des religions Ernest Renan, très tôt rallié au darwinisme, qui s'affirme plutôt positiviste à l'époque de *L'avenir de la science* (1848), mais évolue vers la « droite » avec sa *Réforme intellectuelle et morale* (1871), ouvrage auquel fera suite son célèbre essai intitulé *Qu'est-ce qu'une nation ?* (1882) ? Où placer un sociologue comme Gustave Le Bon, l'auteur de la célèbre *Psychologie des foules*, un philosophe des sciences et historien des religions comme Louis Rougier, un matérialiste nationaliste comme Jules Soury ?

Où classer le poète Charles Péguy, socialiste, anticlérical et dreyfusard dans sa jeunesse, rallié ensuite à un nationalisme mystique après son retour au catholicisme, mais toujours critique vigoureux de la modernité et de l'idée de progrès (*L'argent*, 1913), qui fut tué sur le front dans les premiers jours de la guerre de 1914-1918 et dont se réclameront aussi bien certains résistants que certains sympathisants du régime de Vichy ? Où classer le célèbre romancier catholique Georges Bernanos, grand admirateur de Drumont (*La grande peur des bien-pensants*, 1931) et des Communards de 1871, qui rejoignit la France libre en 1940 et s'exila au Brésil sous l'Occupation ?

Le cas de Louis-Ferdinand Céline est tout aussi intéressant. Inconditionnellement admiré par Karl Epting, directeur de l'Institut allemand de Paris durant la guerre, mais en revanche exécré par Bernhard Payr, qui appartenait aux services Rosenberg et voyait dans son œuvre un exemple typique de littérature ordurière et « dégénérée »[6], sa formation médicale et son style « expressionniste » l'ont parfois fait comparer à Gottfried Benn. Ses convictions biologisantes, son antisémitisme et son racisme, son ancrage dans la « celtitude », le rapprochent indéniablement des Völkischen. Son anarchisme, ses sympathies pour une certaine forme de communisme le placent plutôt du côté des nationaux-révolutionnaires. Mais son hostilité au nationalisme l'éloigne des uns comme des autres.

Les quelques repères que nous avons posés ici ne forment, bien sûr, que l'esquisse d'une typologie qui pourrait (et devrait) être beaucoup plus fouillée.

3

La plupart des études d'ensemble consacrées en France à la Révolution Conservatrice, depuis Edmond Vermeil (*Doctrinaires de la révolution allemande, 1918-1938*, Sorlot, Paris 1938) ou Mohand Tazerout (*Les éducateurs sociaux de l'Allemagne moderne*, 3 vol., Sorlot-Nouvelles éditions latines, Paris 1943-1946) jusqu'à Jean-Pierre Faye (*Langages totalitaires. Critique de la raison/de l'économie narrative*, Hermann, Paris 1972), sont soit des livres confus ou mal conçus, soit des essais qui ne font guère de distinction entre la Révolution conservatrice et le national-socialisme. Les plus hostiles n'ont cessé, avec un conformisme constant, de présenter la Révolution Conservatrice comme un « préfascisme » ou un simple *Wegbereiter* du national-socialisme[7]. Certains d'entre eux ont cependant eu le mérite d'attirer l'attention sur quelques noms importants.

Les choses ont commencé à changer vers 1980, lorsque le professeur Louis Dupeux – que j'ai également bien connu – décida de créer dans un cadre strictement universitaire un Groupe d'étude de la Révolution Conservatrice allemande. Professeur au Centre d'études germaniques de l'Université de Strasbourg, auteur d'une importante *Histoire culturelle de l'Allemagne, 1919-1960* (Presses universitaires de France, Paris 1989), Dupeux avait consacré sa thèse de doctorat au national-bolchevisme allemand, qu'il avait étudié avec un grand luxe de détails[8]. Il parvint à rassembler autour de lui un groupe de spécialistes, de niveau inégal, mais qui avaient pour point commun de s'intéresser sérieusement à la Révolution Conservatrice. Le Groupe organisa notamment à Strasbourg, en mars 1981 et mars 1984, deux grands colloques sur la Révolution Conservatrice, dont les Actes ont été publiés comme numéros spéciaux de la *Revue d'Allemagne*[9], avant d'être repris dans un livre (Louis Dupeux, éd., *La « Révolution Conservatrice » allemande sous la République de Weimar*, Kimé, Paris 1992). La mort de Louis Dupeux, en 2002, a malheureusement mis un terme aux travaux de

ce Groupe, qui n’a pas eu de successeur.

Mohler fut en 1981 l’invité du Groupe d’étude de la Révolution Conservatrice allemande de Louis Dupeux. Dans l’avant-propos de l’édition de 1989 de son livre, il écrivait : « L’étude de la Révolution Conservatrice s’exerce actuellement en France avec un sérieux, une puissance d’intuition et une absence d’idées préconçues que l’on ne retrouve malheureusement pas aujourd’hui dans les Universités d’Allemagne fédérale ».

Jugement flatteur, mais un peu excessif. Il y a certes de très bons spécialistes français : les travaux sur Carl Schmitt de Jean-François Kervégan et Olivier Beaud, venant après ceux de Julien Freund et de Piet Tommissen, ceux de Henri Plard, Julien Hervier et François Poncet sur Ernst Jünger, de Jean Favrat sur Paul de Lagarde, de Denis Goeldel et de Michel Grunewald sur Moeller van den Bruck, de Gilbert Merlio sur Spengler, de Louis Dupeux sur le national-bolchevisme, de Michel Korinman sur Karl Haushofer, de Michel Lémonon sur le rayonnement du « gobinisme » en Allemagne, de Hildegard Chatellier sur Julius Langbehn, de Jacques Grangé sur Rudolf Borchardt, de Jean Boissel sur Ludwig Schemann, de Dominique Venner sur les corps-francs du « Baltikum », de Gérard Raulet sur la culture de Weimar, de Jean-Michel Palmier sur les écrits politiques de Heidegger, d’Olivier Hanse sur Ludwig Klages et Rudolf Bode, etc., sont de haute qualité. Ils n’ont cependant touché qu’un public universitaire des plus limités, d’autant que certains d’entre eux sont restés à l’état de thèses de doctorat non publiées.

Mohler, on le sait, distingue six auteurs « de premier plan » : Oswald Spengler, Thomas Mann, Carl Schmitt, Hans Blüher, Ernst Jünger et Friedrich Georg Jünger[10]. Par rapport à cette liste, les deux auteurs « vedettes », en France, sont incontestablement Carl Schmitt et, surtout, Ernst Jünger. Leurs œuvres ont maintenant été traduites presque intégralement, et les études de toutes sortes qui leur ont été consacrés (livres, articles, numéros spéciaux de revues, travaux universitaires) ne se comptent plus. Toutefois, contrairement à Jünger, qui a été traduit très tôt, Carl Schmitt ne l’a été qu’assez tardivement, la première traduction complète de *La notion de politique* n’ayant été publiée qu’en 1972 (chez Calmann-Lévy), avec une préface de Julien Freund. Thomas Mann a été beaucoup traduit lui aussi, mais sans qu’on fasse, à l’origine, le moindre rapprochement avec la Révolution Conservatrice, puisqu’il a fallu, là encore, attendre les années 1970 pour voir paraître une édition française des *Considérations d’un apolitique* (Grasset, Paris 1975). Le principal livre d’Oswald Spengler a fait assez tôt l’objet d’une traduction (*Le déclin de l’Occident*, 5 vol., Gallimard, 1931-1933), mais ses écrits politiques n’ont toujours pas été publiés intégralement, à l’exception de *Prussianité et socialisme* (Actes Sud, Arles 1986), auquel on peut ajouter un recueil d’*Essais historiques et philosophiques* (Copernic, Paris 1980). Hans Blüher n’a guère été publié, de façon très fragmentaire, que dans le milieu homosexuel, plus sensible à ses considérations sur l’« homo-érotisme ». Friedrich Georg Jünger n’a pratiquement jamais été traduit.

Werner Sombart a été assez bien traduit, de même que certains écrits importants de Jacob von Uexküll. Il en va de même pour Ernst Bertram, Ernst Kantorowicz et Friedrich Gundolf, tous membres ou proches du cercle de Stefan George. En revanche, les écrits proprement philosophiques de Max Scheler n’ont pas été traduits. Ludwig Klages est connu pour ses travaux de graphologie, pas pour ses œuvres les plus fondamentales. Leopold Ziegler, Paul Alverdes, Paul Rohrbach, Alfred Baeumler, Ernst Krieck, etc., n’ont pas été traduits non plus.

Certains auteurs ont été beaucoup traduits, mais au départ sans considération de leur appartenance ou de leur rapport à la Révolution Conservatrice (Ernst Jünger, Carl Schmitt).

Pour les auteurs les mieux traduits, ce sont bien souvent les œuvres romanesques ou poétiques qui ont été rendues accessibles au public français, et non les œuvres politiques ou idéologiques qui auraient mieux permis de les situer (Bruno Brem, Ernst Wiechert, Hugo von Hofmannsthal, Rudolf G. Binding). Nombre d'auteurs doivent leur renommée en France au fait qu'ils ont avant tout été perçus comme de simples écrivains (Ernst von Salomon, Thomas Mann) ou de simples poètes (Stefan George, Gottfried Benn), qu'ils ont écrit des récits de guerre ou des livres sur la guerre (Werner Beumelburg, Edwin Erich Dwinger, Hermann Stegemann) ou qu'ils avaient à leur actif une importante carrière militaire (Erich Ludendorff), qu'ils ont parfois collaboré avec le régime national-socialiste (Friedrich Grimm, Hans F.K. Günther) ou au contraire qu'ils s'y sont opposés (Otto Strasser, Edgar J. Jung). D'autres ne sont connus des Français que pour un livre ou deux, dont la publication occasionnelle semble presque due au hasard, et sans que ces titres soient spécialement représentatifs de leur œuvre (cas de Hans Grimm, Walter Flex, Hermann Löns, Gustav Frenssen).

Si l'on se livre à un relevé purement quantitatif, on s'aperçoit en fait que l'immense majorité des auteurs cités par Armin Mohler n'ont jamais été traduits, à quelques exceptions près. Leur nombre étant très élevé et leur importance étant inégale, cela ne saurait étonner. Parmi eux, néanmoins, figurent souvent des auteurs non négligeables.

J'ai moi-même essayé de remédier à ce manque en créant en 1990, aux éditions Pardès, une collection intitulée « Révolution conservatrice », qui a successivement publié un recueil de textes de Carl Schmitt (*Du politique. « Légalité et légitimité » et autres textes politiques*, Puiseaux 1990), une réédition du *Socialisme allemand* de Werner Sombart (Puiseaux 1990), un recueil de textes d'Ernst Niekisch (*« Hitler – une fatalité allemande » et autres écrits nationaux*-bolcheviks, Puiseaux 1991, avec des illustrations de A. Paul Weber), un livre de Silvio Vietta sur Heidegger (1992), un recueil de textes d'Arthur Moeller van den Bruck (*La révolution des peuples jeunes*, Puiseaux 1993), enfin la traduction du manuel de Mohler que j'ai déjà signalée. Pour presque tous ces volumes, j'avais également rédigé des présentations et des compléments bibliographiques. En raison de son relatif insuccès, la collection a malheureusement cessé de paraître après la parution du livre de Mohler, qui n'a lui-même fait l'objet que d'un très petit tirage.

En 1993, dans l'appendice à l'édition française du manuel d'Armin Mohler, je m'étais efforcé de dresser la liste à peu près exhaustive de tous les ouvrages d'auteurs de la Révolution Conservatrice allemande qui avaient à cette date été traduits en français, en y ajoutant un très ample panorama de la littérature secondaire publiée en France sur la Révolution Conservatrice, travaux universitaires compris. Ces listes sont aujourd'hui vieilles de près de vingt ans. Le même travail réalisé aujourd'hui en triplerait aisément le volume. Donner une liste exhaustive des traductions serait en outre une tâche fastidieuse, et qui occuperait trop de place. On s'en tiendra donc à quelques appréciations et considérations générales, assorties de quelques notes ponctuelles.

Chez les Völkischen, divers livres de Houston Stewart Chamberlain ont été traduits, à commencer par *La genèse du XIXe siècle* (Delachaux & Niestlé, Neuchâtel 1918) et plusieurs ouvrages sur Richard Wagner. On a aussi traduit l'œuvre majeure d'Otto Ammon (*L'ordre social et ses bases naturelles*, Albert Fontemoing, Paris 1900), quelques travaux de Hans F.K. Günther, un essai de Ludwig Ferdinand Clauss, des textes d'Arthur Drews, des livres d'Otto Rahn. On ne dispose en revanche d'aucune traduction de Ludwig Woltmann, Herman Wirth, Adolf Bartels, Paul Schultze-Naumburg, Paul von Krannhals, Ludwig Schemann, Max Maurenbrecher, Ernst von Wolzogen, Arthur Drews, Jakob Wilhelm Hauer, Mathilde

Ludendorff, Alfred Schuler, etc.

Pour ce qui est des Bündischen, à part un roman de Martin Luserke et les quelques textes de Hans Blüher dont nous avons déjà parlé, presque rien n’a été traduit – à commencer par les œuvres de Gustav Wyneken, de Fred Schmid ou de Hjalmar Kutzleb.

Un certain nombre d’articles ou d’essais ont été consacrés aux principaux théoriciens jeunes-conservateurs, mais la traduction de leurs livres fait généralement défaut. On peut citer néanmoins un livre d’August Winnig, divers ouvrages de Franz von Papen, de l’économiste Ferdinand Fried, de Giselher Wirsing et du géopoliticien Karl Haushofer. Friedrich Sieburg a été beaucoup traduit, mais Mohler ne le place pas parmi les auteurs de la Révolution Conservatrice. Moeller van den Bruck a été traduit dès avant la guerre (*Le Troisième Reich*, Alexis Rédier, Paris 1933), mais il a fallu les années 1990 pour voir paraître un recueil présentant quelques uns de ses autres textes politiques. Du juriste Ernst Forsthoff, on ne possède qu’un ouvrage spécialisé (*Traité du droit administratif allemand*, Emile Bruylant, Bruxelles 1969). Il n’existe toujours aucune traduction d’auteurs aussi importants que Heinrich von Gleichen, Othmar Spann, Rudolf Pechel, Gustav Steinbömer, Max Hildebert Boehm, Martin Spahn, Wilhelm Stapel, Albrecht Erich Günther, Edgar J. Jung, Georg Quabbe, August Winnig, Hans Freyer, Hans von Seeckt, Emanuel Hirsch, Ernst Rudolf Huber, Hans Zehrer, Karl Anton Rohan, etc.

La situation n’est guère meilleure pour les auteurs nationaux-révolutionnaires. En dehors de Jünger, qui constitue un cas à part, on ne possède qu’un recueil de textes de Niekisch, publié tardivement, quelques écrits de E. Günther Gründel, de Joseph Drexel et de Friedrich P. Reck-Malleczewen. On peut éventuellement rattacher à ce groupe les nombreux ouvrages traduits de l’écrivain Hanns Heinz Ewers. Mais on déplore l’absence de toute traduction de Franz Schauwecker, Friedrich Hielscher, Arthur Mahraun, Hugo Fischer, Friedrich Lenz, Hans Schwarz, Richard Scheringer, Karl Otto Paetel, etc.

Ainsi que j’ai déjà eu l’occasion de l’écrire dans *Sezession*, Ernst Jünger a été traduit en français relativement tôt : ses principaux ouvrages sur la Première Guerre mondiale paraissent au début des années 1930 (*Orages d’acier. Souvenirs du front de France*, Payot, Paris 1930 ; *La guerre notre mère*, Albin Michel, Paris 1934), et ils lui ont valu d’emblée la célébrité. La France a également joué dans l’itinéraire de Jünger, aussi bien dans sa vie que dans sa formation spirituelle et littéraire, un rôle de premier plan. Depuis son escapade de jeunesse dans la Légion étrangère, depuis la terrible expérience des tranchées, la France n’a cessé d’occuper chez Jünger une place significative, dont témoignent aussi bien les nombreuses relations qu’il a entretenues avec des Français, ses lectures de Barrès ou de Léon Bloy, mais aussi les traductions qu’il a faites lui-même des *Maximes* de Rivarol ou de textes de Guy de Maupassant et de Paul Léautaud. Cette célébrité, toutefois, n’a longtemps été acquise qu’au prix d’une certaine équivoque. Pour les Français, au moins jusque vers 1975, Ernst Jünger était perçu comme une figure appartenant exclusivement au monde littéraire. On connaissait bien entendu l’arrière-plan politico-historique de son œuvre, mais il n’apparaissait pas comme un acteur de cette période et, de son séjour à Paris sous l’Occupation, on retenait surtout ses fréquentations littéraires (Jean Cocteau, Paul Morand, Pierre Drieu La Rochelle, Sacha Guitry, Jean Giraudoux, Henry de Montherlant, Jean Schlumberger, etc.) nouées pour la plupart dans le salon de Florence Gould. Ses écrits politiques de jeunesse étaient totalement ignorés, au moins du grand public[11]. Bref, Jünger était vu comme un écrivain, et rien d’autre. Ajoutons que Jünger lui-même, non seulement se satisfaisait apparemment très bien de cette situation, mais y contribuait à sa façon, puisqu’il opposa longtemps son refus à la traduction

en France de son grand livre de 1932, *Der Arbeiter*, traduction qui ne fut publiée qu'en 1989 (*Le Travailleur*, Christian Bourgois, Paris).

Friedrich Georg Jünger n'a malheureusement pas profité en France de la renommée de son frère. Quelques articles lui ont été consacrés, des poèmes et des extraits de son œuvre ont parus ici ou là, mais la seule traduction existante de son œuvre de jeunesse, *Aufmarsch des Nationalismus* (1926), n'a été réalisée que dans le cadre d'un mémoire de maîtrise présenté en 1992 à l'Université de Strasbourg (*Le nationalisme en ordre de bataille*, traduction et présentation de Karine Moeglin).

Concernant les frères Jünger, il faut enfin signaler la création en France, à l'initiative de Danièle Beltran-Vidal, d'un Centre de documentation et de recherche Ernst Jünger (Cerdej), qui a fait paraître de 1996 à 2008 une revue annuelle, les *Cahiers Ernst Jünger* – revue dont la relance a été annoncée récemment.

Résumons. L'introduction en France du concept de « Révolution Conservatrice » s'est longtemps heurtée à la tradition politique française, peu portée à reconnaître la valeur du « conservatisme » et peu familière des oxymores idéologiques, circonstance encore aggravée par certaines difficultés de traduction du vocabulaire (Völkischen, Bündischen). La comparaison des familles politiques de la Révolution conservatrice allemande et des grandes familles de « droite » françaises fait apparaître d'indéniables affinités et certaines ressemblances de structure, mais celles-ci trouvent très vite leurs limites, ainsi qu'on pouvait s'y attendre. De nombreux travaux, dont certains de qualité, ont néanmoins été consacrés à la Révolution Conservatrice et les traductions ont d'ores et déjà atteint un volume non négligeable, mais il reste encore beaucoup à faire, y compris pour certains auteurs-clés.

Alain de Benoist

1. Armin Mohler, *La Révolution Conservatrice en Allemagne, 1918-1932*, coll. « Révolution Conservatrice », 6, Pardès, Puiseaux 1993, 894 p., trad. Henri Plard et Hector Lipstick (pseudonyme de Benoît Massin).

2. Sur ce sujet, cf. surtout Louis Dumont : *L'idéologie allemande. France-Allemagne et retour. Homos æqualis II*, Gallimard, Paris 1991.

3. Cf. Christian Roy, *Alexandre Marc et la Jeune Europe (1904-1934). L'Ordre nouveau aux origines du personnalisme*, Presses d'Europe, Nice 1998, postface de Thomas Keller.

4. Cf. Jean Vavasseur-Desperriers, *Les droites en France*, Presses universitaires de France, Paris 2006. René Rémond a répondu à certaines de ces critiques dans *Les droites aujourd'hui* (Louis Audibert, Paris 2005).

5. Il vaut la peine de signaler qu'Alfred Fabre-Luce a publié en 1942 une *Anthologie de la nouvelle Europe* (Plon, Paris), où figuraient notamment des textes de Spengler, H.S. Chamberlain, Paul de Lagarde, Paul Ernst, Moeller van den Bruck, Erwin Guido Kolbenheyer, Hans Grimm, Friedrich Sieburg, Karl Haushofer, Ernst Jünger, Rudolf G. Binding, August Winnig et Ernst von Salomon.

6. Cf. Bernhard Payr, *Phönix oder Asche. Frankreichs geistiges Ringen nach den Zusammenbruch*, Volschaft-Verlag, Dortmund 1942

7. La question de savoir où se place le national-socialisme par rapport à la Révolution Conservatrice n'a pas

été véritablement abordée par Mohler, qui s'est contenté de souligner que les deux phénomènes sont évidemment à considérer comme très différents. A partir des années 1980, Mohler a aussi exprimé plusieurs fois l'opinion que la « frontière » entre la Révolution conservatrice et le national-socialisme passe *aussi* à l'intérieur du III[e] Reich. Mais il n'a jamais établi une typologie des tendances à l'intérieur du national-socialisme, bien qu'en toute rigueur on pourrait par exemple placer Goering du côté des jeunes-conservateurs, Goebbels et Gregor Strasser du côté des nationaux-révolutionnaires, Walter Darré et Himmler du côté des Völkischen. Mohler présente par ailleurs, à tort à notre avis, les auteurs de la Révolution Conservatrice comme des « trotskystes » du national-socialisme. A certains égards, c'est bien plutot l'inverse qu'il aurait fallu dire : historiquement parlant, la Révolution Conservatrice a largement précédé le national-socialisme, qui fut une sorte de « trotskysme » de sa composante völkisch – une « dissidence » proprement politique et radicalisée du courant völkisch, pourrait-on dire. On sait seulement que l'idéologie nationale-socialiste n'a jamais été véritablement unifiée au sein de cette polycratie « néoféodale » que fut le III[e] Reich. En ce domaine, tout un travail reste à faire.

8. Le gros livre issu de sa thèse (*National-bolchevisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, 2 vol., Honoré Champion, Paris 1979) a aussi fait l'objet d'une traduction abrégée en allemand.

9. Louis Dupeux (éd.), *« Kulturpessimismus ». Révolution Conservatrice et modernité*, n° spécial de la *Revue d'Allemagne*, Strasbourg, janvier-mars 1982 ; *Révolution Conservatrice et national-socialisme*, n° spécial de la *Revue d'Allemagne*, Strasbourg, juillet-septembre 1984.

10. Dans l'édition de 1989, Mohler ne parle toutefois plus que d'un « trio essentiel », formé par Martin Heidegger (qui ne figurait pas auparavant dans sa typologie), Carl Schmitt (dont il a fini par dire, à la même époque, qu'il ne s'inscrit pas véritablement dans le cadre de la Révolution Conservatrice, du fait notamment de l'absence de toute influence de Nietzsche sur sa pensée) et Ernst Jünger.

11. Le seul livre consacré avant 1945 aux idées politiques de Jünger est celui de Marcel Decombis, *Ernst Jünger. L'homme et l'œuvre jusqu'en 1936* (Aubier-Montaigne, Paris 1943), qui ne semble pas avoir eu beaucoup de lecteurs compte tenu de l'époque de sa publication.